

17 novembre 2010 13 30 - Affaires générales - Relations de travail - Syndicats

Tout en maintenant les enquêtes policières - La FTQ estime que le temps est venu de mettre en place une commission d'enquête publique

MONTREAL, le 17 nov. /CNW Telbec/ - La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) estime le temps venu pour le gouvernement Charest de mettre sur pied une commission d'enquête publique sur l'attribution des contrats publics à tous les niveaux.

Le temps est venu

« Nous avons laissé le temps aux policiers de faire leur travail et ils doivent continuer à le faire. Nous avons même dit, il y a un an jour pour jour, qu'à défaut d'une législation appropriée sur ces questions, le gouvernement devait instituer une enquête publique. Le temps est venu pour la mise en place d'une telle enquête publique dans les plus brefs délais », a fait valoir le président de la FTQ, Michel Arsenault, accompagné de représentants des syndicats municipaux et de la construction.

Protéger la réputation des témoins et les règles de droit

« Tout comme nous le faisons il y a un an, nous réclamons évidemment que cette commission soit assujettie aux mêmes règles de preuve qu'un tribunal, qu'on y protège les réputations des témoins et que les parties, en preuve ou en contre-preuve, puissent faire entendre les témoins qu'elles désirent et déposer à la commission les documents qu'elles jugent appropriés.

« Nous ne voulons surtout pas d'une commission spectacle mais bien d'une commission qui va aller au fond des choses en respectant les règles qui font du Québec une société de droit civilisée et ouverte », a ajouté le président de la FTQ.

Ne pas se limiter au secteur de la construction

Lucie Levasseur, présidente du SCFP-Québec qui regroupe la vaste majorité des syndicats du secteur municipal, 258 municipalités, rappelle quant à elle que « les controverses qui font régulièrement la une des journaux, concernent d'abord et avant tout l'octroi de contrats financés à même les fonds publics. Et ces contrats ne se limitent pas au secteur de la construction ».

Climat malsain dans les villes

« Les allégations de dérapages ont commencé dans le secteur municipal, qu'on se souvienne de la dernière campagne électorale à Montréal, observe Michel Bibeault, directeur québécois du SCFP. Le temps est venu de laver la réputation des honnêtes gens et de montrer du doigt les malversations, le copinage et le dérapage qui gangrèment notre société. Une enquête publique sur le secteur municipal doit être instituée le plus rapidement possible. Tous les élus des municipalités devraient soutenir cette position. Il en va de l'intégrité même de nos institutions démocratiques. »

« Qui doit en premier se porter à la défense des institutions démocratiques que sont nos villes? Qui se porte garant de l'intégrité de leur gestion? », ont questionné les deux dirigeants.

Les villes doivent rapatrier l'expertise à l'interne

« La vie continue toutefois pendant une commission d'enquête. En ce sens, nous insistons pour que les policiers poursuivent leur travail d'enquête et pour que les administrations municipales protègent et reconstruisent dans certains cas leur expertise à l'interne quant à l'évaluation des projets, à la préparation des appels d'offres, à l'exécution de tâches qu'on a laissée à des firmes externes depuis un certain nombre d'années », a conclu Michel Arsenault.

PROFIL DE L'ORGANISATION

FTQ



FTQ

[Consultez le site Web](#)

[/R E P R I S E -- Rencontre annuelle des membres des comités de franc...](#)

[Commission d'examen sur la fiscalité québécoise - Godbout propose un ...](#)

[Rencontre annuelle des membres des comités de francisation - La minis...](#)

[Renseignements sur cette organisation](#)

Renseignements:

Source : FTQ

Renseignements : Jean Laverdière, [REDACTED]

URL raccourcie <http://cnw.ca/gO30M>

Groupe CNW Ltée 2015